

Journal du Chaos

« La politique, c'est comme la musique ou la prostitution : il faut commencer jeune. » Pierre-Jean Vaillard

N° 7 - février 2012

du 13 au 19/02/12

Aucun motif de se masquer la vérité. Saint-Denis, Paris-Dauphine, la télévision, les petits maîtres propriétaires d'un service public qu'ils devraient respecter même contre leur gré, ceux qui veulent faire taire une parole qui jusqu'à nouvel ordre a le droit de s'exprimer, les étouffeurs d'une infinité de citoyens négligés, méprisés : ils sont là, omniprésents, les imbéciles qui le font monter, le FN. A croire qu'ils le souhaitent !

Philippe Bilger, magistrat

Ce n'est pas à moi de me justifier, ce n'est pas aux pisse-froid et casse-couilles, comme dirait ma copine Cécile Duflot, de décider qui doit être la candidate ou pas. Maintenant, je ne réponds plus aux questions sur ma légitimité.

Eva Joly, candidate écolo Verts & Co

Je ne lis plus les journaux papier depuis des années

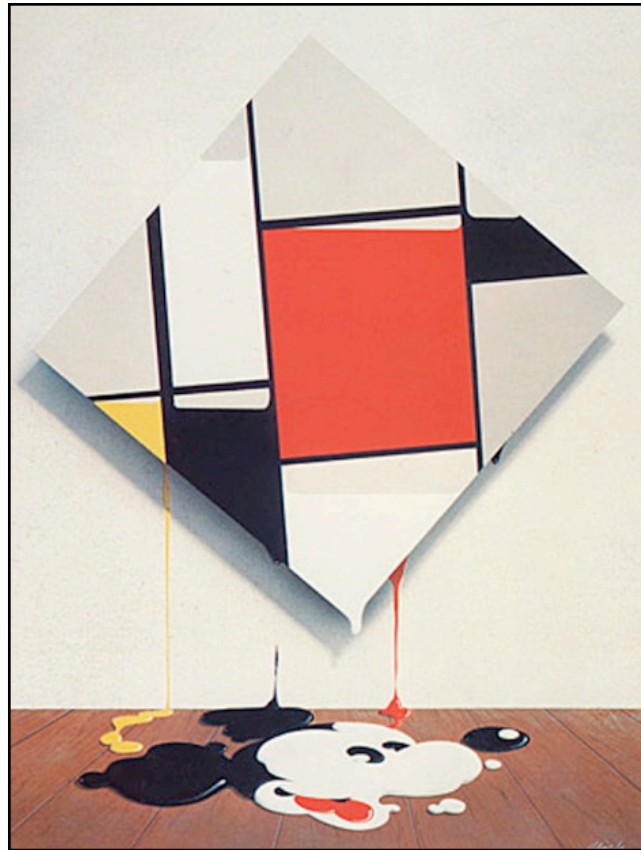
Nicolas Demorand, directeur de la rédaction de Libération

Il faudrait qu'il se passe quelque chose de lourd, comme l'absence de Marine Le Pen à l'élection

Un conseiller de l'Elysée

Les idées de Nicolas sont fabuleuses

Carla Bruni-Sarkozy



POLITIQUE

François Bayrou, candidat du MoDem, a proposé que les « *dirigeants des grands courants démocratiques* » se réunissent si Marine Le Pen ne disposait pas d'un nombre suffisant de parrainages d'élus pour participer à la campagne présidentielle. Cette dernière a refusé la proposition du leader centriste.

Réveil agité pour le 91 bis de la rue du Cherche-Midi. Un vol avec effraction a été commis dans la nuit de vendredi à samedi 11/02 à cette adresse, qui n'est autre que celle du QG de campagne de **Dominique de Villepin**, situé dans le VI^e arrondissement de Paris.

La candidate du Front national à la présidentielle, **Marine Le Pen**, a promis « *la publication sur Internet des notes de frais des élus, des ministres et de l'ensemble des chefs de l'administration de l'Etat et des collectivités territoriales* ». [Chiche](#).

Christine Boutin a renoncé de se présenter à la présidentielle et rallie Nicolas Sarkozy moyennant quoi elle pourra présenter une centaine de ses candidats aux législatives. **Hervé Morin** a suivi.

Christian Vanneste, député du Nord, a récemment déclaré que la déportation des homosexuels pendant la dernière guerre par les nazis était une pure légende. Ce qu'a confirmé Serge Klarsfeld le chasseur de nazis. Tollé général dans le Landerneau et le lobby gay. Du coup Jean-François Copé l'a viré de l'UMP et lui a retiré l'investiture.

SARKOLAND

Les relations entre **Jean-Christophe Fromentin** et Nicolas Sarkozy sont en voie d'apaisement. Le maire de Neuilly a revu le président, lors d'une remise de la Légion d'honneur début février.

Ca y est. C'est fait. Mercredi soir (15/02) le camarade Sarkozy s'est déclaré candidat à l'élection présidentielle dans un numéro sans surprise face à une vieille « copine » sur TF1, Laurence Ferrari.

Sarko a trouvé un excellent slogan, du à **Jean-Marie Bockel** : « *Sarko ne chasse pas sur les terres du FN, il chasse le FN de ses terres* ». Ce qui reste évidemment à prouver.

Sarkozy à Annecy « *De l'entre-soi des élites politiques, économiques, administratives et syndicales, il ne sort que des compromis boiteux et l'immobilisme (...) J'ai pu mesurer pendant cinq ans à quel point les corps intermédiaires font écran entre le peuple et le gouvernement* ». [On fait quoi maintenant ?](#)

L'affiche de Sarko affiche le slogan suivant : « *La France forte* » Si d'aventure vous vous amusez à contracter la formule cela donne Francfort ! [Merkel lui monte à la tête !](#)

Carla Bruni entend bien participer à la campagne de son mari. Elle se rendra au grand meeting de soutien à Nicolas Sarkozy, dimanche 19/02 à Marseille et au grand meeting de Villepinte le 11 mars.

GOUVERNEMENT

L'État espère vendre, pour quelque 250 millions d'euros, quatre de ses hôtels particuliers parisiens. A savoir : l'hôtel de Clermont, qui abrite le ministère des Relations avec le Parlement, l'hôtel de Broglie (ministère de la Ville), l'hôtel de Vogüé (Centre d'analyse stratégique, photo) et l'hôtel Maitilly-Nesle (La Documentation française).

Le ministre des Affaires étrangères, **Alain Juppé**, a convié en son ministère mardi soir les députés de la Droite populaire, le collectif conservateur qui s'impose de plus en plus au sein de l'UMP. Ils étaient

une quinzaine emmenés par l'un des fondateurs du groupe, le ministre des Transports **Thierry Mariani**.

Un rapport remis au ministre de l'Industrie, **Eric Besson**, note qu'une réduction de la part du nucléaire dans l'électricité de 70 % à 50 % augmenterait son prix de 20 %.

Le cabinet du ministre du Travail, **Xavier Bertrand** fait le forcing auprès des patrons pour éviter les plans sociaux. En cette période électorale, l'ex-secrétaire général de l'UMP qui n'a pas envie que les chiffres du chômage, déjà très élevés, ne se dégradent encore veut calmer le jeu d'ici aux élections.

Les patrons de la Fnac et d'Areva ont reçu des instructions pour ne pas durcir leurs projets de licenciements. PSA et Renault ont promis de ne rien annoncer avant le mois de mai. [Bref, la casse c'est pour après...](#)

INSTITUTIONS

La mairie de Paris a décidé d'attaquer en justice l'arrêté de conformité concernant le Pentagone français qui devrait être signé cette semaine par le préfet de Paris.

La décision du maire de Nogent-sur-Marne, **Jacques J.P. Martin**, d'ériger une statue à l'effigie de l'épouse du président de la République sur une place de la ville crée l'émoi parmi les habitants. Et pas des moindres puisqu'il s'agit d'une sculpture en bronze de plus de deux mètres de la première dame de France, **Carla Bruni-Sarkozy**. Elle sera inaugurée en mai, en période électorale.

Depuis septembre 2011, le ministère de l'Intérieur vend à des fins de prospection commerciale le contenu du fichier national des **cartes grises** à des sociétés agréées qui obtiennent une licence.

Cette démarche commerciale, qui est loin de faire l'unanimité, existe en réalité depuis bien plus longtemps, selon le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Pierre-Henry Brandet. La nouveauté, selon lui, est «*un dispositif nouveau qui encadre plus strictement les transactions et qui permet à l'État de bénéficier de ce commerce.*»

DIVERS

Courte visite en France de **Denis Sassou-Nguesso**, le président du Congo-Brazzaville. Outre sa rencontre avec Nicolas Sarkozy, il a reçu à l'hôtel Bristol les ministres **François Baroin**, **Gérard Longuet** et **Claude Guéant**.

La France continue d'entretenir ses réseaux africains qui lui apportent des informations précieuses sur les conflits au sein du continent ainsi qu'un soutien non négligeable à l'ONU. [Moyennant Roll's, Ferrari, Maserati et immeuble avenue Foch ?](#)

Le député PS **Christian Eckert** met en cause **Valérie Pécresse** et ses services au sujet de la situation fiscale de **Maurice Bidermann**, accusé de ne pas payer d'impôts en France.

«*Voilà quelqu'un qui roule carrosse en France, qui est domicilié fiscalement au Maroc, qui fait beaucoup d'affaires dans tous les sens du mot, qui est membre du Premier Cercle*» des donateurs de l'UMP explique le député.

«*On a là des affaires qui concernent plusieurs centaines de millions d'euros (...) et sous couvert du secret fiscal, eh bien on ne sait pas où ça en est. (...) Sur cette situation (de Maurice Bidermann), pensez-vous, Mme la ministre, que vos services et vous-mêmes ont fait leur boulot?*», a demandé M. Eckert.

DROITE

Le Nouveau centre va soutenir **François Guéant**, fils de, investi par l'UMP dans la 4^{ème} du Morbihan. Philippe Vigier, secrétaire général du parti lui en a donné l'assurance.

Alain Juppé n'est en rien assuré d'une élection aux législatives si Sarko rate sa réélection. La sortante PS, **Michèle Delaunay**, a réussi à conserver son siège aux dernières cantonales face à une adjointe du maire.

Michèle Alliot-Marie fera une campagne active en faveur de Sarko. Elle travaille à la rédaction de deux livres sur les enjeux stratégiques et son parcours et a été approchée par la BBC pour une émission. [Ca l'occupe](#).

La 8^{ème} circonscription de Paris (en gros le 12^{ème} arrondissement) est un vrai casse-tête pour l'UMP. Après voir vu se pointer Arnaud Klarsfeld, c'est au tour de **Charles Beigbeder** de se voir investi par l'UMP. Le frère de l'écrivain et l'ex-patron de Poweo.

Les crocs sont sortis à l'UMP. **Jean-François Copé** verrouille son pré-carré. Le sieur **Adrien Veyssière** qui travaillait au service des fédérations s'est fait virer manu militari, accusé d'être une taupe de Fillon.

Laurent Wauquiez a été retoqué comme porte-parole du candidat Sarkozy. De source élyséenne, Nicolas Sarkozy n'a pas apprécié la manière dont s'est comporté son ministre de l'Enseignement supérieur lors du sauvetage de Lejaby. « *Il a trop tiré la couverture à lui* » estime un proche du dossier.

GAUCHE

Le Grenelle des banlieues que devait organiser **Kamel Chibli** pour François Hollande a du plomb dans l'aile. Des élus de quartiers renâclent à participer à cet événement, prévu courant mars. Motif : absence de propositions pour les banlieues dans le programme du candidat.

Michel Charasse est hostile à la suppression de la Cour de justice de la République proposée par François Hollande. Il ne veut pas d'un tribunal classique pour juger les ministres mais verrait bien une juridiction spécialisée. [Il a la trouille ?](#)

Robert Hue, sénateur du Val-d'Oise, a appelé à voter Hollande au premier tour. Il est cité pour prendre le ministère de la coopération si Hollande venait à l'emporter. [Et oui, Robert existe toujours](#).

SOCIÉTÉ

L'entreprise américaine **Monsanto** a été jugée « responsable » de l'intoxication à l'herbicide d'un agriculteur français. Cette décision du tribunal de grande instance de Lyon, qui constitue une première en France, pourrait ouvrir la voie à d'autres condamnations similaires.

Environ la moitié des licenciés économiques ayant retrouvé un emploi après un accompagnement renforcé ont sacrifié une part de salaire et une majorité (59 %) ont changé de secteur, selon une étude *OpinionWay-Opcalia*.

Les malheureux qui figurent parmi les 500 plus grandes fortunes françaises sont contrôlés par le fisc une fois tous les quarante ans, en moyenne, selon les magistrats de la Cour des Comptes.

Le **maire** de Cousolre (Nord), qui avait giflé un adolescent qui l'aurait insulté et menacé en août 2010, a été condamné à 1000 € d'amende avec sursis par le tribunal correctionnel d'Avesnes-sur-Helpe (Nord).

FAITS DIVERS

Nadine Chabrier, qui a succédé à **Michel Charasse** à la mairie de Puy-Guillaume (Puy-de-Dôme) après le départ de celui-ci au Conseil constitutionnel en février 2010, a porté plainte pour harcèlement moral et sexuel contre David Plaza, conseiller municipal PS passé dans l'opposition. L'homme vient d'être mis en examen pour ces faits — qu'il réfute, arguant d'une vengeance politique.

Armé de son seul CV falsifié, et d'un bagout à toute épreuve, un père de famille de 44 ans, **Philippe Gaillard**, a réussi à occuper pendant trois mois le poste de directeur de l'aéroport de Limoges (Haute-Vienne). Il se faisait passer pour un ingénieur doublé d'un brevet de pilote de chasse.

Dénoncé par « *une ex-amie qui le harcèle* », Philippe Gaillard a finalement été révoqué en début de semaine par la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de la Haute-Vienne, gestionnaire de la plate-forme aéroportuaire.

MIGRATION/IMMIGRATION

Un militant islamiste algérien, récemment libéré de prison, a disparu sans laisser de traces alors qu'il était assigné à domicile dans un hôtel de Millau, dans l'Aveyron.

Agé de 46 ans, **Saïd Arif**, cet ancien militaire algérien avait été condamné en mai 2007 à dix ans de prison dans le procès dit « *des filières tchétchènes* ». Il était accusé d'avoir fomenté des attentats (déjoués) en 2001 et 2002 en France, en lien avec les groupes dits « *de La Courneuve-Romainville* » et "de Francfort" (ouest de l'Allemagne).

ÉCOLOGIE

Un total de 94 élevages dans 18 départements du nord de la France sont atteints par un nouveau virus touchant moutons, chèvres et bovins, chez lesquels il provoque notamment des malformations à la naissance, a indiqué le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad).

Au 26 janvier, le **virus de Schmollenberg**, du nom de la ville allemande où il a été détecté pour la première fois en novembre, avait été repéré dans 76 exploitations aux Pays-Bas et 51 en Allemagne, alors qu'un seul cas avait été observé en France, dans un élevage situé en Lorraine.

Le marché des produits issus de l'agriculture biologique a quadruplé en dix ans et les surfaces agricoles dans l'Hexagone ont doublé. Toutefois, dans le même temps, la proportion de Français consommant régulièrement ce type de produits est paradoxalement en régression

La part des surfaces agricoles cultivées en bio a doublé, passant de 419 750 hectares à 950 000 en 2011. Rapporté à l'ensemble de la surface agricole commune, cela représente aujourd'hui environ 3,5 %, encore loin des objectifs du Grenelle de l'environnement (6 % fin 2012 et 20 % en 2020).

ECONOMIE

La deuxième opération de refinancement à trois ans de la Banque centrale européenne (BCE) pourrait conduire les banques à lui emprunter 500 milliards d'euros à la fin de ce mois, selon une nouvelle enquête de Reuters auprès de professionnels des marchés.

31 900 emplois (-0,2% de l'emploi salarié total) ont été détruits au quatrième trimestre 2011, selon une première estimation rendue publique par l'Insee. Ce sont les premières destructions nettes d'emplois en deux ans recensées par le statisticien public, qui avait enregistré au trimestre précédent une quasi stabilité de l'emploi (+3600 postes).

Les **vins et spiritueux** français ont battu en 2011 leur record historique d'exportations en dépassant pour la première fois les 10 milliards d'euros grâce principalement aux ventes de Bordeaux, Cognac et Champagne, selon les professionnels qui misent sur une année 2012 stable.

Les ministres des Finances de la zone euro ont décidé de reporter leur décision sur un nouveau plan de sauvetage financier pour la Grèce car ce pays n'a pas encore rempli les conditions qui lui ont été fixées, a annoncé leur chef de file, **Jean-Claude Juncker**.

Empêtrée dans la crise de la dette et plombée par l'austérité, l'Italie est entrée en récession fin 2011, selon une première estimation de l'institut de statistiques Istat. Prise pour cible par les marchés en raison de sa dette colossale de 1 900 milliards d'euros (environ 120% du PIB), l'Italie multiplie depuis 2010 les plans d'austérité, ce qui a plombé l'activité économique.

La justice italienne a annoncé, vendredi 17/02, qu'elle avait fait saisir environ 6 000 milliards de dollars de faux bons du Trésor américain en Suisse, dans le cadre d'une enquête contre un réseau criminel.

Ces titres étaient cachés dans trois coffres-forts transférés de Hongkong à Zurich en 2007. Selon les enquêteurs, ce réseau aurait cherché à placer ces titres auprès de pays émergents ou d'établissements bancaires en échange d'argent.

CULTURE/MÉDIAS

Le groupe **Hersant Médias** devrait annoncer fin février des mesures de restructuration drastiques concernant son pôle quotidiens normands (*Paris-Normandie*, *Le Havre Presse*, *Le Progrès de Fécamp*). Objectif : être bénéficiaire afin d'arrimer ces actifs à la holding en cours de constitution avec Rossel, où GHM apporte déjà *L'Union*, *Nice Matin* et *La Provence*.

Nathalie Ayache souhaite trouver un repreneur. La tendance à la baisse de la diffusion comme de la publicité ont rogné les marges des Editions Alain Ayache. Mais le portefeuille très diversifié rend compliqué une cession pure. Elle devra vendre par appartement.

François Pinault va annoncer en avril qu'il compte lancer un troisième lieu d'exposition d'art contemporain à Venise. Il est conseillé par **Jean-Jacques Aillagon** qui vient de créer un cabinet de conseil en développement de projets culturels, Inoctavo.

Pour un reportage diffusé dimanche 12/02 dans « *Enquête Exclusive* » sur M6, **Amandine Chambelland** de l'agence de presse Ligne de Mire a remonté l'une des filières qui alimente en armes de guerre, depuis la fin du conflit en ex-Yougoslavie, le grand banditisme et les réseaux de trafiquants de drogue en France.

Son enquête l'a menée dans la capitale bosniaque, Sarajevo, où un trafiquant cagoulé lui propose dans le salon d'une maison des kalachnikovs, revolvers, pistolets, des grenades ou même un lance-roquettes. 400 € une kalachnikov. Meilleur moyen pour passer l'arme en France : prendre le bus. Deux contrôles de passeports, pas une fois la soute à bagages n'est ouverte. Valeur de la revente en région parisienne : 2500 €.

Etienne Mougeotte concocte chaque soir avec le talent d'un rédacteur en chef nord-coréen, la Une du Figaro du lendemain. Une seule ligne : La gauche n'existe pas. Quand bien même Hollande n'est jamais qu'un concept électoral. Les journalistes de la gazette de Dassault s'en sont émus.

Le Sénat a donné son accord à l'unanimité au texte de la Commission mixte paritaire (CMP, 7 sénateurs, 7 députés) sur une proposition de loi permettant la numérisation des oeuvres indisponibles du XXème siècle, redonnant ainsi vie à toute une partie de la production éditoriale française. [C'est la mort de la librairie d'occasion.](#)

Isaac Newton a prévu la fin du monde en 2060. Newton est parti de la date symbolique du sacre de Charlemagne, en 800 ap. J.-C. Se référant au Livre de Daniel, qui selon lui prévoyait la fin du monde mille deux cent soixante ans plus tard, il a établi que la fin des temps serait 2060. Le décompte est lancé.

EUROPE

Portugal. Face à l'inflation, au chômage et à des taxes en hausse, le travail au noir est en plein boom au Portugal. La taille de l'économie souterraine atteindrait actuellement près de 40 milliards d'euros - un quart de l'économie lusitanienne.

Grèce. Les jours du gouvernement en place à Athènes sont comptés. Son porte-parole a annoncé que des élections législatives anticipées auront lieu en avril en Grèce. Cette annonce survient alors que la tension entre les citoyens grecs et leurs représentants est à son comble.

Dimanche 12/02, alors que le Parlement votait un nouveau plan de rigueur, plus de 100.000 personnes ont protesté dans les rues d'Athènes et de Thessalonique. Le gouvernement actuel d'union nationale, dirigé par le Premier ministre «technique» Lucas Papademos, a été mis en place en novembre 2011.

Un ancien résistant, **Manolis Glezos**, en a profité pour rappeler que la Grèce fût incontestablement l'un des pays les plus touchés par la Seconde Guerre mondiale. Hitler obligea, en 1941, le pays à participer à « *l'effort de guerre* » allemand, et emprunta de force à la Banque centrale grecque la somme de 476 millions de reichsmarks soit l'équivalent de 10 milliards €. Jamais remboursée.

Avec un taux d'intérêt de 3% sur 71 ans, le montant de la dette allemande pourrait aujourd'hui s'élever à un peu plus de 81 milliards d'euros, soit un sixième de la dette publique grecque. Rien n'indique que l'Allemagne décide de rembourser sa dette. Mais cette nouvelle polémique, portée par les manifestants, risque de détériorer un peu plus les relations entre Berlin et Athènes.

Le principal syndicat de policiers en Grèce menace de réclamer des mandats d'arrêt contre les émissaires de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI) imposant la mise en oeuvre de mesures d'austérité fortement impopulaires.

Allemagne. L'Allemagne va, dès le mois d'août, 2012 introduire des restrictions sur le paiement en espèces dans le but d'interdire l'argent dès cet été. En effet, La directive de l'UE 2009/110/EC a été

adoptée en septembre 2009 dans l'indifférence générale alors qu'elle introduit un concept très dangereux : la monnaie électronique. Surréaliste. [L'Allemagne de Merkel pédale dans la semoule.](#)

Le président allemand **Christian Wulff**, accusé de corruption, vient d'annoncer sa démission. Le parquet de Hanovre a réclamé la levée de son immunité après des soupçons de prévarications.

INTERNATIONAL

Israël. L'état-major israélien a établi des plans sur l'après Assad prévoyant l'éclatement de la Syrie avec, notamment, la création d'une région autonome kurde dans le nord du pays.

Iran. Bousculé par l'Occident, l'Iran continue de se faire menaçant. Téhéran a annoncé qu'il allait revoir à la baisse ses ventes de pétrole aux pays européens, sans les interrompre « pour l'instant ».

Bahreïn. Qui a déjà entendu parler du Printemps de la Perle ? De confession chiite, comme 65 % de la population de ce minuscule royaume de 550 000 nationaux, les manifestants exigent du pouvoir sunnite des élections libres et la fin des discriminations à leur égard.

Et c'est à son mentor, l'Arabie saoudite sunnite, qu'elle a fait appel pour étouffer toute contestation. Le 14 mars, 1 000 soldats saoudiens et 500 Émiratis sont expédiés dans le royaume, sous l'égide du Conseil de coopération du Golfe. La répression est sévère : 55 morts.

Les manifestants qui marquaient l'anniversaire de la révolte, ils ont été violemment réprimés mardi 14/02 par les forces antiémeute. Cela fait un an que les médias occidentaux, mais aussi arabes, ignorent la révolution de la Perle. L'argument du complot ourdi par Téhéran est sans cesse répété par les autorités de Manama.

Chine. Xi Jinping, le n° 2 chinois, en visite cette semaine aux Etats-Unis, est le père d'une jeune fille qui fait ses études à Harvard, la célèbre université américaine. Et sa femme est une chanteuse très renommée dans le pays.



Salazar, le regretté, de Jean-Claude Rolinat, Les Bouquins de Synthèse, 164 p., 18 €

La littérature sur Antonio de Oliveira Salazar n'est pas abondante. Et le politiquement correct qui sert de baromètre à notre amnésique époque le classe dans la catégorie des dictateurs fascistes. Le grand mérite de Jean-Claude Rolinat est de nous démontrer le contraire dans cet ouvrage qui inaugure les éditions de la revue Synthèse nationale. Figure singulière dans le paysage européen de l'entre deux guerres puis de l'après guerre, puisqu'il gouverna le Portugal de 1933 à 1968, Salazar fit entrer son pays dans la modernité en plaçant l'homme au centre de ses préoccupations selon un modèle que nous pourrions définir comme une économie organique dont le corporatisme est la pierre angulaire. Jean-Claude Rolinat explore ainsi tous les aspects du « salazarisme » et nous rappelle qu'aujourd'hui encore il demeure une icône forte de l'inconscient collectif portugais.

Synthèse nationale n° 26, 12 €

Parution de cette excellente revue de la Droite Nationale Populaire, animée par Roland Hélie, où l'on retrouve les chroniqueurs habituels et un gros dossier sur : *Comment survivre en République islamique française* suivi d'un *Guide de survie dans une société islamique*, présenté par Robert Spieler. On notera également un hommage légitime au colonel Jambon qui s'est suicidé devant le monument des morts en Indochine de Dinan en raison du sort réservé au H'Mongs. *Synthèse nationale, 116, rue de Charenton, 75012 Paris.*

On notera également :

Patrick Besson au Point. Journal d'un Français sous l'empire de la pensée unique, Fayard, 930 p., 26 €. Recueil des chroniques de ce talentueux écrivain.

Que faire de Carl Schmitt? par Jean-François Kervégan, Gallimard, coll. Tel, 328 p., 11 €. Analyse de l'oeuvre du plus grand juriste allemand du XXème siècle.



"Les Européens veulent faire de la Grèce un protectorat"

Odysseas Boudouris, député du Pasok (gauche), est l'étoile montante de la classe politique grecque. Chirurgien et cofondateur de MSF Grèce, il est marié à une photographe allemande. Il a, par le passé, voté deux fois pour les réformes exigées par le FMI. Mais il fait désormais partie des déçus du Pasok. Il est expliqué à L'Express pourquoi il est opposé au programme d'austérité voté dimanche par le Parlement.

Vous êtes député du parti socialiste, qui a donné la consigne de voter 'oui', et vous avez à plusieurs reprises déclaré que vous voteriez contre ces nouvelles mesures d'austérité. Pourquoi ?

Parce que je ne peux pas voter des mesures concernant la diminution du salaire minimum dans le secteur privé alors que cela n'a rien à voir avec l'enjeu de notre nouveau prêt, qui concerne le déficit du secteur public. Mais il y a un problème encore plus grave. Désormais nous avons affaire à une négociation qui s'est déroulée sur une base complètement intenable dans la mesure où nos partenaires déclarent ouvertement qu'ils n'ont aucune confiance dans le gouvernement qui représente aujourd'hui la Grèce et que c'est précisément cette raison qui les conduit à imposer des mesures, qui à l'origine n'étaient pas prévues dans les décisions du sommet du 26 octobre.

On est en fait dans une situation où la nation grecque est représentée dans une négociation internationale par un gouvernement qui n'a ni le respect de nos partenaires ni non plus le respect ou le soutien du citoyen grec. Il est clair que dans ces conditions aucun accord mutuellement profitable ne peut être conclu et surtout aucun accord ne pourra être appliqué par un gouvernement qui n'a plus d'autorité morale ni politique. On ne peut pas gouverner simplement avec le journal officiel et la police.

Il y a là quelque chose de tragique: un accord qui va entraîner des conséquences incalculables pour la Grèce passe au parlement un dimanche après-midi dans le cadre d'une procédure d'urgence où les députés n'ont pas droit à la parole. C'est terrible.

Le ministre des finances disait "nous avons le choix entre une humiliation et une plus grande humiliation, entre des sacrifices et des plus grands sacrifices, tandis que le premier ministre a dit que "nous avons le choix entre des grands sacrifices ou le chaos". Qu'en pensez-vous ?

Tel que c'est présenté, nous avons le choix entre la guillotine, la mort instantanée, ou un lent étranglement. J'ai une première remarque: un gouvernement qui propose un choix de ce genre à son pays est un gouvernement qui doit démissionner immédiatement. Le problème c'est que la signature de cet accord ne signifie pas simplement des mesures très dures, mais c'est la signature d'un processus qui va nous conduire à l'effondrement total de la Grèce.

Nous avons obtenu une restructuration d'environ 100 ou 110 milliards mais nous avons contracté un nouveau prêt de 130 milliards

Parce que chacun sait que ces mesures vont creuser plus encore le déficit et entraîner une récession économique. Le prêt qui nous a été accordé va peser sur l'économie. Prétendre qu'on a allégé la dette grecque avec la restructuration est une idée fautive. Nous avons payé 14 milliards d'intérêt l'année dernière, nous payerons 14 milliards l'année prochaine. Nous avons obtenu une restructuration d'environ 100 ou 110 milliards mais nous avons contracté un nouveau prêt de 130 milliards. On emprunte à 3% alors que nous avons une récession de -6%. Donc en fait le poids de la dette est le même. Les réformes structurelles n'avancent pas, les mesures de développement économique n'existent pas.

La signature de l'accord, c'est comme si on décidait de nous enfermer dans un asile d'aliénés et qu'on donnait la clef à nos partenaires pour faire de nous ce qu'ils veulent. Par ailleurs on nous martèle l'idée que si nous refusons ce choix inacceptable nous allons être conduits du jour au lendemain à la faillite. C'est faux. Car si nos partenaires nous poussent à la faillite, ce sera une catastrophe pour la Grèce, mais cela ne leur rapportera rien. La catastrophe que subira la zone euro sera probablement aussi importante que la catastrophe en Grèce. Et je ne suis pas le seul à le penser; ce sont des choses que disent les milieux économiques en Allemagne, en France et au sein des instances européennes.

Pourquoi, selon vous, les réformes n'avancent-elles pas ? Cette question se pose aussi bien en Europe que dans la rue, les Grecs y étant favorables

Le problème, c'est que la classe politique qui est aujourd'hui appelée à trouver la solution est responsable de cette situation

Les réformes n'avancent pas car le système politique grec est un système essentiellement clientéliste. Georges Papandreou l'avait très bien diagnostiqué, malheureusement il n'a pas eu la pugnacité, ni la volonté politique de briser ce système. Il faudrait par exemple changer la loi électorale. Le parti socialiste a un projet de loi électorale qui est tout à fait adapté, mais justement sous la pression du système clientéliste, Georges Papandreou a fait marche arrière, et renoncé à le mettre en oeuvre. En cas contraire, on aurait pu, pour les prochaines élections, avoir un système complètement nouveau qui aurait changé la donne. Je pense qu'un des problèmes actuellement, c'est que la classe politique qui est aujourd'hui appelée à trouver la solution est celle-là même qui est responsable de cette situation. Il faut un changement profond, une nouvelle génération.

Vous avez pourtant voté des mesures d'austérité par le passé

J'ai effectivement voté le premier mémorandum parce que j'avais, et j'ai la certitude qu'une politique d'austérité était nécessaire. Mais parallèlement il fallait faire des réformes, c'était la condition pour sortir de la crise. Les mesures d'austérité ont été appliquées, pas les réformes. Il ne faut pas persévérer dans cette impasse dans la mesure où, à l'inverse du premier mémorandum, le second n'offre aucune perspective. On inclut même dans ce texte, ce qui est un comble, le fait qu'en juin et dans les deux ou trois années à venir, il faudra faire des économies supplémentaires de l'ordre de quinze milliards d'euros.

Je pense que seul un sursaut de la classe politique, soutenue par une grande majorité de l'opinion publique, avec des propositions concrètes peut nous sortir de là. Il faut renégocier, dire aux Européens "si vous nous obligez à une telle logique, perdant gagnant, nous jouerons perdant perdant". Nous allons perdre, mais vous allez perdre aussi. Alors, soyons

raisonnables, jouons gagnants gagnants. Oui, nous instaurons des mesures d'austérité, mais en même temps nous avons un plan de redressement économique et un gouvernement qui est capable de réaliser des réformes pour lesquelles il s'engage.

Quelles vont être les conséquences du vote du plan d'austérité?

J'ai bien peur que la Grèce ne soit entraînée dans une dépression profonde qui sera économique, mais aussi sociale et politique, et qui va durer des années. Bien sûr les peuples et les nations ne meurent jamais et au bout d'un moment on se ressaisit, mais la casse va être terrible.

Et la Grèce fera faillite, de toute façon...

De quelle faillite parlez vous, de la faillite des citoyens ou la faillite des banques ? Le ministre du travail a dit qu'il fallait accepter une réduction du salaire minimum de l'ordre de 22% sans quoi nous irions à la faillite, et nous aboutirions à une réduction des salaires de l'ordre de 50 à 60%. Le problème c'est qu'avec la récession que vont causer les nouvelles mesures, en juin, on a 22% maintenant, 22% en juin, et 22% l'année prochaine.

A l'heure actuelle la volonté de nos partenaires européens, et en particuliers des Allemands c'est de transformer la Grèce en un protectorat de facto. Cette idée va être appliquée si on accepte que l'argent qui va nous sera prêté soit mis sur un compte qui n'est pas géré par le gouvernement grec et si l'accord se fait sur base du droit anglosaxon: les prêteurs ont la possibilité de se servir, en quelque sorte, directement dans la caisse de l'Etat grec.

Ce qui implique que des réformes soient entreprises?

Oui. L'objectif serait qu'il y ait un consensus sur un gouvernement de 10-15 ministres, des ministres compétents chacun dans son domaine.

Pas des ministres nommés en raison de leur place dans l'appareil d'un parti. La plupart des ministres actuels sont surtout préoccupés par les élections à venir, par les enjeux de pouvoir au sein du parti socialiste; ils ne peuvent donc pas travailler sérieusement.

Mais un gouvernement compétent, avec un programme très clair négocié avec nos partenaires, y compris avec l'idée d'un contrôle permanent sur la réalisation de ce programme, voire avec une sorte de plan Marshal, comme il en a été question au mois de juillet, on peut sortir de la crise. Les banques seront payées, mais il y aura un redressement économique aussi pour les citoyens grecs.

Vous sentez-vous toujours représenté par le PASOK ?

Le PASOK, quel PASOK ? C'est ça la question. A l'heure actuelle dans les sondages le PASOK qui avait eu 44% aux élections de 2009 recueille moins de 10%. La majeure partie du PASOK à l'heure actuelle est en dehors du PASOK.

C'est une question de personnes ou d'institutions ?

Je crois que la politique menée par la direction du parti qui s'identifie avec la direction du gouvernement est une autre tare du système grec. On n'arrive pas à différencier les gens qui vont s'occuper du gouvernement de ceux qui s'occupent du parti. Il faut qu'il y ait une relève, rapidement.

La crise a été une aubaine pour l'extrême droite

L'extrême droite grecque est très différente de l'extrême droite du Front national en France. C'est un parti issu de la droite populaire de la Nouvelle Démocratie qui s'est appuyé sur une extrême droite qui est en Grèce extrêmement minoritaire en raison, notamment, de la dictature. Le LAOS a eu une politique populiste qui s'est servie de la question de l'immigration mais aussi de beaucoup de propositions de bon sens. Ce n'est pas un hasard si son dirigeant Georgios Karatzaferis refuse d'être classé à l'extrême droite. Il se considère du centre, ce qui n'est pas entièrement faux. Karatzaferis voulait entrer au gouvernement parce que pour lui c'était une sorte de légitimation. Mais, il n'a pas tenu compte du fait qu'une partie de son crédit dans l'électorat venait du fait qu'il n'était pas identifié au système politique. Il a donc obtenu d'un côté une certaine légitimation, mais de l'autre il a perdu l'image du rebelle.

Je ne pense pas que le parti de Karatzaferis soit une menace. Je suis en revanche très inquiet de l'évolution de certains autres groupuscules, comme Xrysi Avgi (l'Aube Dorée), qui, lui, est un parti réellement d'extrême droite, fasciste raciste. Il atteint maintenant des pourcentages qui pourraient lui permettre de rentrer au parlement. Ça c'est un réel danger.

Propos recueillis par Angélique Kourounis,
L'Express - 13/02/2012